

## Issoudun : 80 soignants ont débrayé devant l'hôpital de la Tour Blanche



Quatre-vingts salariés de l'hôpital d'Issoudun ont débrayé ce jeudi.  
© Photo NR

Issoudun. Une action symbolique s'est déroulée, hier après-midi, à l'hôpital de la Tour Blanche où 80 salariés ont débrayé pendant 45 minutes afin de dire leur colère avec des mots et des croix.

Une trentaine de croix blanches ont été plantées à l'entrée de l'établissement hospitalier d'Issoudun. Comme un cri qui fait écho à celui du centre logistique de La Halle, situé à quelques encablures, où une cinquantaine de croix ont également été installées il y a quelques semaines déjà.

« Ces croix font écho à une banderole que nous avons mise : " Nous nous sommes tués au travail " » dit Jean-Luc Thiais, de Sud. Quatre-vingts salariés se sont retrouvés sur la pelouse, devant l'entrée du Centre hospitalier pour un débrayage de 45 minutes répondant à l'appel de l'intersyndicale.

« Ça s'est dégradé à un point » Un appel qui est directement en lien avec le Ségur de la santé et des six milliards que l'État propose au secteur de la santé, public et privé.

« Six milliards, c'est bien trop peu, surtout que c'est pour le public et le privé. Il faut le double ! » lâche Olivier Dubreu, de Force Ouvrière.

Et si l'effacement de la dette pour tous les hôpitaux a été également évoqué, la situation la plus critique aux yeux des salariés réside dans les Ehpad : « Avant, pour trente résidents, nous étions quatre, maintenant, nous sommes deux ou trois, et la nuit, nous sommes forcément deux. Cela s'est dégradé à un point que nous n'imaginons pas ! » dit Michèle, aide-soignante depuis trente ans.

Nathalie est agent de service hospitalier et elle a longtemps travaillé en Ehpad : « Maintenant, je suis en médecine polyvalente et pendant toute la crise, j'étais dans l'espace Covid. J'avoue qu'il n'y a jamais eu de problème de personnel pour nous mais la sonnette d'alarme, c'est dans les Ehpad ! »

D'autres salariés évoquent le problème des moyens en matériel et le manque de blouses de protection, masques, solution hydroalcoolique... pendant la crise.

Thierry Buffet, du syndicat Sud, insiste sur la prime : « Ce n'est pas une prime que l'on veut mais des salaires. Et s'il y a prime, elle doit être de 1.500 € pour tout le monde et non de 500 € pour certains et rien pour d'autres. On a tous tenu notre place ! »

Un camion passe devant l'hôpital et klaxonne. Le personnel frappe dans les mains. Pour une fois, ce sont eux qui applaudissent en regardant le routier qui se trouve de l'autre côté de leurs calicots accrochés à la haie. Sur l'un d'entre eux est écrit : « Vingt ans de politique libérale ont tué l'hôpital ! » C'est dire que le contentieux est lourd. Plus lourd encore depuis le Covid.